

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

le quotidien du peuple

JEUDI

8

JANVIER

1976

N° 78

1,50 F

Belgique : 15 F

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

ESPAGNE

grève générale dans le métro à madrid

PAR TÉLÉPHONE
DE MADRID

ser en matraquant.

5 janvier : des arrêts partiels de travail commencent dans le métro de Madrid. Au cours d'assemblées dans les dépôts, les travailleurs précisent leurs revendications : exiger pour leur salaire une répercussion de la hausse des tarifs.

6 janvier : « Jour des Rois » en Espagne, jour férié. Toute la nuit du 5 au 6, les rues sont encombrées par des embouteillages causés par le défilé des Rois Mages. Au métro, les assemblées continuent. La grève générale est décrétée. 2 000 grévistes occupent l'église Notre Dame de Lujan, au Nord de Madrid, dans le quartier populaire du Pilar. Dans la soirée, la police expulse les grévistes avec des gaz lacrymogènes. 1 000 grévistes occupent une autre église, l'église de San Federico dans le même quartier. A 4 h du matin, la police intervient à nouveau avec des gaz lacrymogènes et procède à des arrestations. Dans l'après-midi, dans le quartier du Pilar, de très nombreux regroupements avaient lieu autour de travailleurs du métro que la police essayait de disper-

7 janvier : la grève continue malgré les menaces du gouvernement qui s'est réuni d'urgence en rappelant les ministres en vacances et qui parle de réquisitionner les travailleurs en grève. Des piquets de grève de solidarité se forment dans les rues madrilènes aux arrêts d'autobus. La police tente de les dissoudre et procède à des arrestations. La Fédération des Associations de familles de Madrid, qui regroupe 40 associations très actives dans les quartiers populaires, publie un communiqué de solidarité.

Pour fêter la monarchie, les Rois Mages offrent au Pantin et au gouvernement espagnol une grève général du métro.

Dans la métallurgie, malgré le jour de vacances donné par le patronat à ITT Standard, une assemblée générale regroupe 18 000 ouvriers. Les travailleurs du centre de Mendes Alvaro se sont rendus en manifestation à l'autre centre de Ramirez de Prado. Dans la zone industrielle de Getafe où l'action des révolutionnaires est importante une grève générale se prépare.

Voir page 8

interview d'un membre
d'une commission ouvrière
de GETAFE



affaire HAZAN

ÉTONNANTE ARRESTATION DE 3 DES RAVISSEURS

L'affaire Hazan se poursuit comme un mauvais film policier de série C. Coups de théâtres et invraisemblances se succèdent. Les gangsters après avoir fait traîner la remise de rançon pendant plusieurs jours, ajourné plusieurs rendez-vous se font pincer comme des novices place de la Bastille par les policiers. Un troisième bandit s'est également fait arrêter.

Suite page 4

LIBAN

LE DANGER DE PARTITION SE PRÉCISE



des comptes à dormir debout

La radio annonçait hier que le nombre de chômeurs avait diminué, dans la dernière période, d'environ 15 000 personnes. Voilà qui prouverait que, comme le disait Giscard, « les problèmes concernant l'emploi sont actuellement exagérés ! ». Pensez donc, il n'y a plus aujourd'hui qu'un million 500 000 chômeurs ! Encore un peu de patience, et petit à petit... Mais ce qu'on ne dit pas, c'est que le chômage a plus que

doublé en un an, que la moitié des chômeurs ne touchent aucune indemnité, et que les plans de la bourgeoisie, c'est d'accroître encore ce chômage, de réduire le nombre d'allocataires. Pour remettre un peu les choses en place, rappelons simplement ce que prévoit le plan Lecat : de 10 000 à 20 000 emplois doivent être supprimés, rien que dans le livre ! Les appels à la patience ne résistent pas à ces chiffres-là...

ESSWEIN : la police investit l'usine occupée

accords salariaux

les contrats ne paient pas

Suite page 5

Aujourd'hui jeudi s'ouvrent les négociations salariales dans la Fonction Publique et Nationalisée (EDF, RATP, SNCF, Renault...). C'est au Secrétariat d'Etat aux Transports que s'ouvre le « premier round » de la série des Accords Salariaux 76, entre l'Etat, la SNCF, et les Fédérations Syndicales...

Malgré la tonitruante polémique ouverte par Séguin sur la validité de l'indice INSEE, comme chaque année c'est l'« espoir » des directions réformistes et révisionnistes que d'arracher un « bon » contrat.

Depuis 1969, le scénario est en place : l'Etat-patron offre une poignée de pourcentages d'augmentation pour l'année à venir, moyennant quoi « les différends salariaux seront réglés exclusivement dans le cadre contractuel, avec une clause de sauvegarde garantissant le rattrapage en fonction de l'évolution du coût de la vie, basée sur l'indice INSEE ».

Italie

les socialistes se retirent du gouvernement

La démission des socialistes du gouvernement italien auquel ils participaient, avec les démocrates chrétiens, risque d'ouvrir une nouvelle crise gouvernementale : la trente-huitième. La démission du gouvernement Aldo Moro est pratiquement certaine. Cette démission peut préparer une alliance gouvernementale nouvelle entre socialistes, révisionnistes et aile gauche de la démocratie chrétienne.

dans notre courrier

A PROPOS DU PORTUGAL ET DE L'ANGOLA

«Donnez tous les éléments d'information qui vous ont permis d'établir votre ligne»

« Il arrive encore qu'il y ait des analyses rapides sans démonstration. C'est le cas de l'article sur l'affaiblissement du PCP au Portugal dans le n° 71 de mardi 30 décembre. En effet dans cet article il manque un point qui n'est tout de même pas négligeable, c'est que bien souvent la révolte contre le PCP qui était juste a été exploitée et dirigée par des fascistes. Je vous parle de cet exemple précis car c'est un lecteur qui me l'a fait remarquer à propos du n° 2 où cette question était développée. Malheureusement je n'ai plus d'exemple de ce journal et je n'ai plus l'article en tête. Ce lecteur m'a fait remarquer que la plus grande partie du journal était contre le révisionnisme et qu'il n'y avait rien contre Giscard.

L'article de Jean Lermet dans le journal d'hier apportait un certain nombre de précisions sur l'analyse qu'a fait le QdP sur l'Angola.

L'exigence des lecteurs que le Quotidien «explique», «démontre», que le Quotidien leur fournisse tous les éléments d'informations pour qu'ils puissent se forger un point de vue, est juste. Dans quelle mesure le Quotidien dans ses articles sait toujours répondre à cette exigence ? Il faut que tous les lecteurs s'expriment là dessus. C'est un élément important de l'amélioration du journal dans laquelle nous sommes tous

En discutant il était d'accord avec moi pour reconnaître que le P«C» c'est des faux communistes mais votre position à propos des manifestations de paysans contre les permanences du PCP l'avait choqué vu que il n'avait entendu ces positions nulle part. En effet je crois que le QdP est le seul à avoir montré que l'attaque des permanences du PCP était due à la colère des paysans contre l'exploitation des révisionnistes et je suis persuadé que votre analyse est juste. Mais lorsque l'on avance des positions délicates, il faut les expliquer à fond en répondant à tous les arguments qui peuvent être avancés, il faut donner des éléments concrets des points de détails qui montre que votre analyse ne se fonde pas uni-

partie prenante.

Nous ne pensons pas comme cela semble être l'opinion rapportée de ce lecteur, que le QdP attaque trop le révisionnisme et pas assez Giscard, les articles sur l'armée, la politique répressive de la bourgeoisie, les limitations du pouvoir d'achat... le montrent assez. Et on sait depuis longtemps qu'il s'agit là d'une alternative fautive : la dénonciation de la politique réactionnaire de la bourgeoisie, ne peut porter si elle n'est pas accompagnée par la révélation du rôle joué par le P«C»F. La question à notre sens

quement sur une ligne de grands principes mais aussi d'après la réalité concrète. Une position unilatérale mal expliquée peut bloquer des personnes qui en fait avec de bonnes explications seraient d'accord. C'est peut être le cas du lecteur dont je vous parlais plus haut car il n'a pas rattaché le journal. Pour l'Angola je crois que c'est le même problème. Il faut donner tous les éléments d'information qui vous ont permis d'établir votre ligne politique ; par exemple : en quoi le fonctionnement du MPLA devient bourgeois, la position de Marxiste-Léniniste angolais, comment le changement politique du MPLA se manifeste dans ces attitudes, etc...

GRENOBLE

n'est pas tant : est-ce qu'on attaque trop ou pas assez le P«C»F, mais bien plutôt comment on l'attaque, comment on persuade les travailleurs qui perçoivent les obstacles dressés par le P«C»F, de la nature bourgeoise de ce parti.

Pour nous, journalistes, le cas que tu signales pose le problème de la façon dont nous avons pu mener la dénonciation du révisionnisme. Avons nous toujours employé la manière qui explique, qui démontre ? Il serait intéressant d'approfondir ce problème avec l'ensemble des lecteurs du journal.

«Ça sert à faire directement du profit pour les capitalistes, il faut le dénoncer»

Nous voudrions ajouter un exemple aux articles déjà parus dans le QdP sur la santé.

A la maternité «Les Bleuets» à Chalon sur Saône, comme dans la «clinique de Bourgogne», juste à côté, la santé sert à faire du profit sur le dos des travailleurs. C'est un établissement privé conventionné, c'est-à-dire qui vit à 100 % sur les fonds de la sécurité sociale. Et comme dans les autres entreprises capitalistes, on réduit les frais le plus possible, aux dépens de la santé des malades, et aux dépens du personnel qui y travaille : ces deux aspects sont entièrement liés.

Les femmes de service sont en nombre tout-à-fait insuffisant : elles se relaient à 3 pour 22 lits, ce qui fait qu'elles ne peuvent même pas faire le ménage chaque jour dans les

chambres : l'aspirateur est passé tous les 8 jours et le balai 1 jour sur 2. Durant mon séjour de 10 jours, lavabo, bidet et cuvette W.C. n'ont pas été nettoyés une seule fois.

A un autre étage, une femme de service est en maladie depuis 3 mois : les deux autres doivent faire son travail en prenant sur leur repos, car il n'y a personne pour la remplacer. Elles sont payées en-dessous du SMIC (1300 F).

Il n'y a pas d'infirmières à la maternité : que des aides-soignantes, non qualifiées, sous-payées, et pas assez nombreuses non plus. A part ça, on refuse du monde à l'entrée des écoles d'infirmières ! Les soins sont donc faits par du personnel non-qualifié (ce qui malgré leur bonne volonté met en danger notre santé et celle de nos enfants). Les bébés sont changés par des auxiliaires-puéricultrices (il n'y a pas non plus de puéricultrices), et ils ne sont changés que 3 fois par jour, au lieu de 6 fois normalement.

La nuit, la permanence est assurée par une sage-femme, une auxiliaire-puéricultrice et une aide-soignante : il suffit

d'une dizaine d'entrées dans la nuit pour que les femmes accouchent pratiquement seules (comme on tourne avec le minimum de personnel, on ne peut appeler personne en renfort).

En résumé, pour faire du profit, les capitalistes qui possèdent la clinique volent les malades et exploitent le personnel. Le chômage fait partie de cette exploitation : quand une femme de service réclame, on lui dit qu'elle n'a qu'à partir, que d'autres attendent sa place.

Jusqu'à présent, le syndicat CFDT n'appuie pas les revendications du personnel : il est vrai qu'il n'y a que 11 syndiqués sur 200 employés, mais est-ce une cause ou une conséquence de l'inaction du syndicat ?

Vous avez déjà souvent montré ce qui se passe dans les hôpitaux publics : ici, en plus, ça sert à faire directement du profit pour les capitalistes : il faut le dénoncer, en attendant de le combattre !

LOUHANS (71)

DEVENEZ CORRESPONDANT DU JOURNAL

Envoyez chaque jour vos critiques, vos suggestions, vos propositions d'articles au : QUOTIDIEN DU PEUPLE en téléphonant au : 208 65 61 paris de 8 h. 30 à 13 h.

la photo c'est l'affaire de tous

Suite à l'interview de V. Cevert, photographe au Quotidien du Peuple, nous avons reçu un courrier qui laisse bien augurer de la prise en charge par les lecteurs de ce que peut être un bon réseau de correspondants photographes.

DE LYON

Camarades, suite à la parution de l'article sur la photographie du samedi 13 décembre, je serais intéressé pour devenir correspondant photo, en effet comme le photographe du QdP ne peut se déplacer partout il est beaucoup mieux de former un réseau de correspondants photos. Ainsi ici à Lyon je pense qu'il y en aura plusieurs.

D'AMIENS

Camarades, voici quelques photos qui pourront peut être vous servir, d'autres suivront. Si vous avez besoin de photos d'un genre bien précis dites le nous.

P.S. on va installer un labo et réunir tout le matériel possible.

Nous avons besoin de photos qui reflètent le mieux possible tous les aspects de la vie des travailleurs, de notre peuple.

DE CACHAN

Votre interview publiée dans le QdP du 13/12/75 concernant la photographie m'a semblé intéressante.

Il me semble qu'une photo réaliste peut faire éclater d'importants scandales et sous peu je ferai mon possible afin de me rendre à l'asile psychiatri-

que de... où j'y ferai des prises de photo. J'y ai exercé en tant qu'élève infirmier.

Correspondant Cachan

Il faut pouvoir refléter de façon enthousiaste ce que sont des manifs à travers les ateliers d'une boîte, en prendre les différentes phases, montrer les affrontements de classe (le rôle de la maîtrise). Ces photos doivent refléter la fraternité dans ces luttes, la solidarité (par exemple délégation d'autres usines apportant leur soutien, liens tissés avec la paysannerie lors de ventes sauvages aux portes des usines, etc..

Pour bien faire ne pas hésiter à s'entraîner au maniement de l'appareil pour bien connaître l'utilisation des vitesses, du diaphragme, de la sensibilité des films. Voir s'il y a possibilité de faire un stage labo dans la ville où vous habitez. Certaines des photos que nous recevons sont encore floues ou surexposées, ou encore mal cadrées. Tout ceci ne permet pas que nous puissions bien refléter ce qui est en cause dans une lutte ou dans un accident du travail, ou des revendications lancées dans une manif les banderoles n'étant pas lisibles. Patience, pratique et détermination ! Savoir qu'on peut se tromper est une bonne chose qui permet de faire mieux attention aux différentes opérations qui préparent à une prise de vue. Bon pied, bon œil, en avant pour des centaines de correspondants photos d'ici un an. Dans quelques temps nous nous proposons d'organiser des stages pour nos correspondants. Labo, prises de vues, discussions, etc...

« Des soldats et des syndicalistes emprisonnés, des perquisitions, des licenciements. Que vise la bourgeoisie en s'attaquant aux droits de la classe ouvrière ?

« Quelles «libertés» défendent les partis de gauche ? Pour qui ? Pour quoi faire ?

« Se battre pour défendre les libertés démocratiques, c'est défendre notre droit à lutter contre ce système qui nous exploite !

MEETING-DÉBAT

jeudi 8 janvier - 20 h 30

44, rue de Rennes - M° St-Germain

organisé par
LE PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE (ml)

communiqués

Paris

La troupe Z est à la Cartoucherie de Vincennes.

La troupe Z ouvre son spectacle aux travailleurs. C'est le public qu'elle cherche. Et le sujet de sa pièce le prouve. A 20 h 30, elle présente «Quatre grandes chroniques de la lutte ouvrière

Metz

Réunion des lecteurs du Quotidien du Peuple à Metz vendredi 9 janvier 1976 20 h 30

à la Maison Rouge 1 rue du Gœtliquet (à côté des Nouvelles Galeries)

Le Quotidien du Peuple
publication du PCR (ml)
Adresse postale :
BP 225 75 924
Paris Cedex 19
CCP n° 23 132 48 F Paris
Directeur de publication
Y. CHEVET
Imprimé par IPCC Paris
distribué par les NMPP
Commission Paritaire :
56 942

LES BOUES JAUNES EN BAIE DE SEINE

Depuis plusieurs mois, les marins pêcheurs de la Baie de Seine sont en lutte. Ce qu'ils exigent : continuer à vivre de la pêche.

Les poissons se font rares et certains sont inconsommables : ils sentent le savon. Les causes : les «boues jaunes» déversées par Rhône-Poulenc, azote, produits chimiques (A.P.C.) et la COFAZ, mais aussi tous les autres déchets déversés par les usines du bord de Seine.

Un arrêté du préfet de Seine-maritime vient de réglementer le déversement des «boues» : suppression des zones de repli en cas de mauvais temps et obligation de déverser au large. Mais ces restrictions ne sont même pas appliquées.

Dans leur lutte, c'est la loi du profit, l'anarchie capitaliste que les pêcheurs remettent en cause.

Les responsables de la colère des marins pêcheurs, se trouvent dans la banlieue de Rouen - qui n'a pas usurpé son titre de ville la plus polluée de France, n'est-ce pas Monsieur Lecanuet - où sont installées les usines Rhône-Poulenc et APC.

Ces usines dégagent des nuages de fumées contenant des produits toxiques - les directions prétendent qu'il ne s'agit que de vapeur d'eau... Mais ce n'est pas le seul danger pour les travailleurs et les habitants alentour : Rhône-Poulenc, construit actuellement une immense tour de stockage d'ammoniac d'une capacité de 24 000t : ce centre de stockage, le plus grand d'Europe, fait courir des risques énormes aux travailleurs et aux habitants alentours. Qu'a prévu Rhône-Poulenc en cas d'accident, de rythme de canalisation ou de fuite au déchargement ? Rien, nous dira-t-on alors une nouvelle fois qu'il s'agit de la fatalité.

D'ailleurs des accidents très graves se sont déjà produits : il y a un an, 2 ouvriers sont morts, brûlés par la vapeur d'eau à la suite de l'explosion d'une chaudière ; un autre a été grièvement brûlé aux yeux par un jet d'ammoniac.

La sécurité, c'est vraiment le dernier souci des patrons. C'est pour cela que sans vergogne, ils dé-

versent dans la mer les «boues jaunes» : phosphogypse provenant dans la fabrication d'acide phosphorique. Chaque jour, des barges descendent la Seine, pour aller déverser 60/0t de boues : 3 millions de tonnes par an... Auparavant, elles étaient déversées dans le fleuve ; Ce qui augmentait considérablement le taux d'acidité de l'eau au point de le rendre impropre... à la consommation industrielle. Depuis juillet 74, c'est à la mer que vont les déchets. Mais les marins pêcheurs se sont fâchés, refusant que la mer serve de poubelle aux industriels. Par leurs actions, ils ont imposé le 28 novembre, que le tribunal de Rouen, décide d'arrêter les versements en mer.

Le chantage au chômage

Mais une décision injuste ignorait la sensibilité que les patrons se découvriraient soudain pour leurs ouvriers : «je ne peux imaginer qu'on traitera de l'emploi de 5 000 personnes avec tant de légèreté», déclarait alors Hallynck, PDG d'APC. Un appel aussi émouvant ne pouvait laisser indifférent, ce cher Lecanuet, toujours prêt à réparer une injustice (ce n'est pas Chaperon qui démentira). Le 9 décembre, le Conseil d'Etat suspendait la décision du tri-

"avec les poissons, c'est notre gagne pain qui disparaît"

bunal administratif de Rouen. Dresser les ouvriers contre les pêcheurs pour maintenir les profits : ce piège, les marins pêcheurs l'ont refusé en envisageant de poursuivre l'action en commun avec les ouvriers pour exiger l'arrêt des déversements et le maintien de l'emploi.



comment utiliser les «déchets»

Pourtant des solutions existent : à partir du phosphogypse on peut fabriquer du plâtre. D'ailleurs Rhône Poulenc possède une petite unité qui en traite 800 tonnes par jour.

Pourquoi tout n'est-il pas transformé. Parce que cela doublerait la production de plâtre en France, répond Rhône Poulenc et les

prix baisseraient. Quel bel exemple de solidarité capitaliste : pour maintenir le profit, on rejette des richesses à la mer et on détruit le poisson ! En régime capitaliste, tout sous-produit de fabrication dont le traitement n'est pas source de profit est décrété déchet.

Et Rhône Poulenc qui espère tromper l'impudence des pêcheurs, parle d'entreprendre des recherches pour trouver de nouveaux débouchés au phosphogypse. Jarrot - ministre de la pollution - a immédiatement versé un million pour financer une partie de ces travaux.

Mais si les capitalistes demandent ce qu'ils doivent faire des déchets, pour recevoir des subventions, comme le déclarait l'avocat des marins pêcheurs, ils ne demandent jamais «que faut-il faire de nos profits ?»

INTERVIEW DE P.PANIER responsable du syndicat des pêcheurs

Comme tous les marins pêcheurs, lorsqu'ils ne sortent pas en mer, M. Panier, responsable du syndicat, s'occupe aux travaux d'entretien de son bateau.

Monsieur Panier : «Vous venez pour discuter de nos problèmes, c'est plus d'une journée qu'il faudrait pour en faire le tour».

Quotidien du Peuple : «Vous luttez contre le déversement des «boues jaunes», quelles sont exactement vos revendications ?

Les «boues jaunes» c'est un peu la goutte d'eau qui fait déborder le verre. Il n'y a pas que cela. Par exemple, l'usine Thanne Mulhouse qui fabrique du bioxyde de titane, déverse chaque jour 7000 tonnes d'acide sulfurique dans la mer.

Il marque un temps d'arrêt, puis pour bien en mesurer l'importance, il poursuit :

Cela fait 80 000 tonnes par an. D'après les «experts», l'acide sulfurique, c'est bon pour les poissons. Je n'y connais pas grand chose, mais si vous versez une goutte d'acide sur le pantalon, il est percé, alors pour les poissons ! Là encore, pour les «boues jaunes», on voudrait nous convaincre qu'elles ne sont pas dangereuses. - d'après eux, ce ne serait que du sel de cuisine - mais le phosphogypse ne se dissout pas dans l'eau et s'accumule au fond de la mer, on en ramasse dans les filets. CE qui est encore plus dangereux, ce sont les métaux qu'il contient : du mercure, du plomb, du chrome, etc...

Le chrome, le cadmium, le plomb ne sont pas sans danger. En particulier le plomb, inoffensif tant qu'il se trouve sous forme métal, devient très dangereux lorsqu'il se transforme en méthyle mercure, entraînant les troubles du cerveau, de la vue, et de l'ouïe, c'est sous cette forme qu'on le rencontre dans les poissons.

Alors notre revendication est simple : c'est l'arrêt de tous les déversements dans la mer que nous exigeons. Pour nous, la mer, c'est comme la terre du paysan. C'est elle qui nous nourrit. Que dirait-on si on versait des ordures dans les champs cultivés ?

QdP : Mais il y a longtemps que vous vous battez ?

La pollution ne date pas

d'aujourd'hui. Malgré nos démarches, personne n'a voulu nous écouter. L'administration s'est contentée de promesses. Malgré les mesures anti-pollution qui devaient être prises pour l'installation de nouvelles usines, COFRAZ qui vient de s'installer dans la baie du Havre, déverse son phosphogypse dans la mer. Alors nous sommes passés à l'action : en décembre 74, on a commencé à bloquer l'entrée du bassin : ça n'a rien donné. Nous avons tenté alors des actions plus spectaculaires. En juillet dernier, lors du championnat du monde de voile, nous avons bloqué le port de Deauville. A la suite de ces actions nous avons obtenu l'interdiction du déversement des «boues». Mais le conseil d'Etat vient de casser cette décision bien que la loi interdise les déversements.

QdP : Comment vous êtes-vous organisés pour la lutte ?

Nous avons créé le syndicat des pêcheurs du bassin en mars 68. Nous avions deux mois d'avance, nous dit-il en souriant. Nous regroupons environ 300 adhérents et pour toutes les actions nous associons le syndicat des pêcheurs du Havre. Aujourd'hui nous avons affaire à un gros morceau. On essaye de nous opposer aux ouvriers des usines polluantes en laissant croire que, par notre faute, ils risquent le chômage. Mais notre lutte nous place au côté de tous ceux qui se battent aujourd'hui et nous comptons sur leur soutien. C'est pourquoi nous avons pris des contacts avec les ouvriers des usines concernées : mercredi nous devons rencontrer les sections syndicales.

QdP : Comment envisagez-vous l'avenir ?

Si on a engagé la lutte c'est qu'on pensait obtenir quelque chose. Récemment nous avons demandé une entrevue à D'Ornano (maire de Deauville, républicain indépendant) qu'il préparait l'arbre de Noël. Mais pour qui ? Ce n'était pas le nôtre. Alors la solution, c'est la lutte : c'est elle qui a fait connaître nos problèmes, c'est elle qui doit nous permettre de les résoudre.

Pour le soutien et toutes informations, écrire à : Paul Panier 23, rue Alphonse Allais 31 - Honfleur

Le syndicat a édité un auto-collant.

Honfleur la colère des pêcheurs

HONFLEUR, est une ville du bord de mer sur l'estuaire de la Seine en face du Havre.

Aujourd'hui, la météo n'est pas favorable : les bateaux sont restés alignés dans le port. «C'est assez fréquent l'hiver, que l'on ne puisse pas sortir en mer, chaque année, cela représente un mois sans travail» nous dit-on.

Mais comment est organisée la journée de travail ? «C'est très variable. Ça dépend des pêches : on reste 10 à 15 heures en mer. Nous partons vers 2h du matin pour rentrer dans l'après-midi». Mais rapidement la conversation s'arrête sur la pollution : «Les industriels prennent la mer pour une poubelle. Ce n'est pas étonnant que le poisson se fasse rare, certaines espèces comme le sprat, l'éperlan, l'anguille ont pratiquement disparu. Les crevettes grises qui vivaient dans les eaux vaseuses du bassin sont bien moins nom-

breuses. D'après l'Institut des Pêches en 71 on a sorti 900 tonnes de crevettes, cette année, à peine 200 tonnes. C'était pourtant la principale richesse du pays». Un autre intervient : «On doit aller plus loin maintenant pour trouver le poisson».

Au bar tabac, en retrait du port, le patron est un ancien pêcheur. C'est son fils qui a repris le bateau. «Mais, dit-il, il n'y a pas de travail toute l'année. Alors il nous donne la main au bar. Mais tout le monde ne peut pas trouver un deuxième métier». Attablés autour d'un kir la discussion se poursuit. «Pour pêcher autant de poissons, aujourd'hui, c'est plus difficile. Certains font les coquilles : c'est à 3 ou 4 heures de route, avec leurs petits bateaux, ils doivent prendre des risques». «Mais on ne gagne pas plus pour autant, reprend un autre, les prix n'ont pas bougé depuis plusieurs années : la crevette que l'on vend

entre 4 et 5 f le kg se trouve à 15 francs, la coquille payée 5 francs est revendue entre 9 et 12 francs. Le merlan, il le payent 2 francs le kg».

«Ils» ce sont les marayeurs dont sont tributaires les pêcheurs pour vendre leur marchandise.

«A côté de cela, les charges ne font qu'augmenter : le mazout, le matériel et surtout l'entretien. Et les impôts ! Cette année, j'ai payé 918 000 anciens francs pour les rôles, ça fait 40% d'augmentation». Ecrasé par les frais, le pouvoir d'achat des pêcheurs se rétrécit comme une peau de chagrin. Ils sont de moins en moins nombreux à Honfleur : en 73 on comptait 60 bateaux. Il n'en reste plus que 40 aujourd'hui dont une quinzaine sont à vendre. «Alors, pour trouver du travail, il faut quitter le pays, sur place, il n'y a rien. Quand elles ne ferment pas comme l'usine de caoutchouc, les

entreprises ont bloqué l'embauche». A Honfleur, les plus gros pêcheurs travaillent avec 2 matelots, certains sont tout seul. «C'est la pêche industrielle qui les intéresse. Si on les laisse faire, ils vont tuer la petite pêche. C'est pour cela que l'on est tous avec Panier pour se battre».

Les difficultés de lutte, ils en ont conscience. «On est des artisans, c'est plus difficile pour se battre. Les divisions existent entre les jeunes et ceux qui sont à un ou deux ans de la retraite. Il y a aussi ceux qui se retrouvent des crédits sur le dos». Toutes ces difficultés, les pêcheurs ne les pensent pas insurmontables. L'avenir de la petite pêche, c'est une interrogation, mais la réponse est aussi dans la lutte. La liaison avec les ouvriers qu'on voulait leur opposer, c'est aussi dans la lutte qu'elle se fait. Les pêcheurs refusent de baisser les bras.

affaire Hazan LES MÉTHODES DU SHOW BUSINESS

M. connaît bien le petit monde renfermé et nau-séabond du show-business français. Musicien de qualité, ce qu'il en voit le conduit au pessimisme le plus noir. Il est présent à tous les niveaux. L'auteur compositeur passe généralement par un producteur (pour les disques) qui lui verse de 3 à 5 % des ventes, et par un éditeur qui garde 50 % des droits.

« Dans presque tous les cas, ce sont les mêmes trusts qui contrôlent producteurs et éditeurs. Ainsi, la filiale française de Philips, Polygram, contrôle Phonogram pour la production, Chapel et Halo music pour l'édition, et le circuit de distribution. Il y en a même qui ont trouvé le moyen d'en récupérer encore plus : un certain Claude François a créé sa propre maison, et exige de consigner toutes les chansons qu'il publie, touchant ainsi la moitié des droits que sa maison d'édition n'a pas touchés... »

suite de la page une

Le frère de Hazan déclare, immédiatement après ces arrestations être, indigné par l'intervention de la police et en craindre les conséquences pour son frère ; puis après une entrevue avec la police il approuve et se dit optimiste sur l'issue. Que lui ont dit les policiers pour le rassurer, savent-ils déjà comment se terminera cette affaire ?

Les policiers connaissent sûrement les méthodes em-

ployées dans le show business et les règlements de compte qui s'y trament.

L'an dernier, Caillart et Marouani (du conseil de direction de Phonogram) avait été victime d'un grand coup de balai à l'instigation de Hazan. Et il se passe des choses bizarres chez Philips, notamment le fait qu'au hit parade de France soir ne figurent plus désormais les disques de Phonogram bien qu'il s'agisse là d'une plate-forme publicitaire non négligeable. Sous quelles pres-

sions ?

L'hypothèse d'une affaire interne au show business est plausible, elle expliquerait l'attitude de la police, de l'entourage de Hazan et le comportement des gangsters qui semblaient parfaitement sûrs d'eux et renseignés, s'orientant, comme le fait remarquer « le canard enchaîné », sans hésitation dans les locaux de Phonogram, parmi un dédale de couloirs, jusqu'au bureau de la direction.

... Les hits parades sont le résultat des multiples pressions des « publics relations »... Lors de l'éviction de Siegel d'Europe N° 1, un nouveau directeur artistique avait décidé de ne plus passer un certain type de chansons. Quelques jours après, le producteur de ces chansons allait se plaindre au ministère de l'intérieur, ce qui en dit long sur les relations qui peuvent exis-

ter avec les politiciens. Tout ce petit monde d'arrivistes est très accroché à ses sinécures, et la lutte est d'autant plus féroce qu'ils se connaissent tous. Ils sont tous d'accord au moins sur une chose : conserver leur système.

M., après avoir travaillé aux Etats-Unis, a choisi de travailler dans une petite maison d'édition, un peu marginale, avec quelque

espoir que l'on arrivera à un changement. Mais c'est lorsqu'on lui parle de ce changement que le pessimisme éclate. Les « lois » du show biz, ce ne sont ni plus ni moins que les lois du capitalisme appliquées à un domaine bien particulier. Cela, M. l'entrevoit, mais n'en tire pas les conséquences. Alors dans ce cas, a-t-il d'autre attitude possible que le pessimisme ?

CONTRADICTIONS DANS LA POLITIQUE RÉPRESSIVE DE PONIATOWSKI

Dans la soirée de mercredi, à quelques minutes d'intervalle, le ministère de l'intérieur publiait un communiqué définissant une position vis-à-vis des prises d'otage avec demande de rançon, ainsi que l'annonce de l'arrestation de deux bandits à l'occasion de la remise de la rançon dans l'affaire Hazan. « Pour arrêter cette montée dangereuse du crime il a été décidé que les services de police s'opposent à la remise de rançon, et que seront mis en œuvre les moyens nécessaires à l'identification et à l'arrestation des criminels ».

Il s'agit là d'une attitude nouvelle qui n'est pas due au hasard, à l'improvisation. Jusqu'à maintenant, la position officielle du gouvernement était de ne « rien faire » qui puisse mettre en danger

moyen systématique employé par certaines sociétés industrielles pour se livrer au trafic de capitaux, à la fraude fiscale, ou tout simplement pour l'alimentation des caisses noires de certaines organisations policières parallèles et organisations fascistes.

Ce banditisme et ces nouvelles méthodes sont directement liées à la pourriture d'un système capitaliste en crise. Or le ministère de l'intérieur, Poniatowski lui-même s'attache précisément à le défendre, à le maintenir en place. On sait avec quelle énergie il a violemment réprimé les travailleurs en lutte dans les derniers mois. S'il fait apparemment preuve aujourd'hui d'une attitude plus dure contre les gangsters, on sait qu'il n'a pas hésité aussi longtemps pour en-



la vie des otages : donc de céder à la demande de rançon et ne pas intervenir avant la libération des otages. Mais ceci a entraîné le développement de contradictions au sein même de la police et déjà, dernièrement avec l'affaire Mérieux, des plans avaient été dressés pour arrêter les bandits en faisant semblant de remettre la rançon.

Ce changement de tactique du ministère de l'intérieur a donc pour but de calmer la grogne qui gagnait la police, mais aussi d'essayer de nouvelles méthodes pour s'opposer aux prises d'otages. En effet le gouvernement ne cache pas sa crainte de voir se développer une anarchie analogue à celle qui existe déjà en Italie, où la prise d'otage est devenue un

voyer ses flics contre les usines occupées par les travailleurs. Et comme il a pris l'habitude de faire l'amalgame entre le banditisme et les travailleurs en lutte en les plaçant sous l'étiquette de la « violence », on peut craindre qu'il consacre une énergie démultipliée pour « libérer » un patron séquestré par ses ouvriers.

Récemment d'ailleurs, les ministres de l'intérieur de l'Europe des Neuf ont envisagé la possibilité d'une coordination de leur police pour établir un « plan anti-terroriste ». A ce niveau aussi la confusion délibérément entretenue entre terroristes et révolutionnaires laisse entendre qu'au-delà la répression du banditisme, le renforcement des polices vise les travailleurs et les révolutionnaires.

le chômage vu par la télévision

L'émission-débat sur le chômage qui avait été reportée plusieurs fois, s'est tenue hier soir dans le cadre des dossiers de l'écran. A plus d'un titre les jeunes, et plus particulièrement les jeunes chômeurs ont pu reconnaître leurs difficultés, leur révolte face à la situation où les met le système.

Réponse aux calomnies déversées par la bourgeoisie, tentant d'assimiler les chômeurs à « des fainéants », c'est ce que souligneront également les travailleurs des tanneries d'Annonay, et des millions de téléspectateurs se seront reconnus dans cette volonté qu'ils exprimaient de retrouver par la grève

leur dignité d'hommes bafoués, de lutter pour en finir avec l'écrasement, l'humiliation par le patronat de ceux qui produisent tout.

« On était tous frères et puis en 58, ils ont envoyé les chronométrateurs. Après on se regardait en chiens de faïence, il fallait travailler plus vite, les patrons voulaient nous diviser ».

« Les gars les moins payés, c'étaient eux les vrais fabricants du cuir ». La fraternité, la chaleur humaine qui se dégagent des rapports de Daniel avec ses copains, les travailleurs d'Annonay entre eux provoquaient l'attachement à leur lutte quoti-

dienne, la volonté de les voir vaincre.

Mais croyait-on nous faire pleurer devant « les douleurs morales » de ce cadre qui pouvait se permettre de payer 2 700 F par mois de traites pour son appartement, sur sa femme qui se plaignait « on est les uns sur les autres », de leur regret des mondantités néo-coloniales.

Si le film d'Ange Casta s'appuyait sur certaines idées justes des masses quant au chômage, il véhiculait néanmoins des idées qui renforcent la propagande bourgeoise. Ainsi le chômage était-il présenté comme une fatalité, en amalgamant allègrement crise = chômage = violence = fascisme, oubliant volontairement l'influence décisive de la révolution d'Octobre sur l'ensemble des luttes des peuples du monde, taisant le soutien des impérialistes américains et européens à la montée des nazis fascistes à leur répression féroce contre les mouvements populaires. Plus tard ils tentent, malgré l'ironie d'assimiler le cadre aux autres chômeurs, prétextant de sa « situation difficile » pour mieux arriver aux idées maîtresses qui seront développées lors du débat « il faut tous se serrer les coudes patrons et ouvriers devant cette crise fatale ». L'idée de lutte organisée des chômeurs est absente et le film n'éclaire pas sur les causes réelles du chômage, les travailleurs devant rester avec l'idée que la lutte n'est pas possible contre ce « coup du sort » qu'il faut s'en remettre à « ceux qui savent ».

Tout cela permet de nous mettre sur les rails d'un débat qui sera celui des forces et parties de la bourgeoisie. Ceux dont on parle sont exclus. Pas un seul chômeur ! Mais des patrons ou des dirigeants syndicaux Chotard pour le CNPF, Krasuki pour la CGT, Maire pour la CFDT, Bergeron pour FO tous passés maîtres dans l'alignement de chiffres, habiles aux joutes oratoires écartant le vrai débat, comment lutter ?

Les uns proposent le coude à coude, les autres le consensus social ou encore le programme commun, écartant le vrai débat, comment lutter ?

Quant aux trop fameux coups de téléphone à SVP 11 11 essayez donc ! ou occupé, ou tamisé, aseptisé par un contrôleur qui prétend faire la synthèse des questions posées.

Les retards apportés à la présentation de cette émission montrent que la bourgeoisie sait qu'elle ne peut mener ce type de débat à fond ce qui dévoile sa dictature aux yeux des masses. Mais dans le même temps, la classe ouvrière, les travailleurs s'enrichissent, renforcent leur conscience, ils savent de plus en plus qu'ils n'ont pas besoin de patrons pour faire tourner le monde. Ils savent qu'il va falloir se battre avec la riche expérience de ceux de Lip, d'Annonay, d'Esswein, de milliers de travailleurs qui n'ont pas hésité à rentrer en lutte malgré le chantage à la crise pour combattre cette « fatalité » de la bourgeoisie : le chômage.

Tobias ENGEL

meeting de soutien aux inculpés

Huit cents personnes au théâtre municipal de Besançon, mardi 6, étaient venues montrer leur détermination à poursuivre la lutte pour la libération des soldats et syndicalistes emprisonnés. Rappelons que parmi les douze encore incarcérés figure Gérard Jussiaux, permanent de l'Union Locale CFDT.

Après les témoignages sur la manière scandaleuse dont les militants ont été traités lors des perquisitions, des interrogatoires et en prison, l'essentiel des interventions

a montré comment l'inculpation d'atteinte à la sûreté de l'Etat et, en particulier, l'utilisation de l'article 84 a permis et permettra à la bourgeoisie française, quand elle le jugera utile, d'inquiéter toute personne, tout syndicat ou toute organisation politique qu'elle voudra.

La soirée s'est conclue sur l'adoption d'une lettre qui sera envoyée à Lecanuet et Gallut pour la libération de tous les inculpés, la levée des inculpations et la dissolution de la Cour de Sûreté de l'Etat.

Un deuxième accident mortel dans le rallye Côte d'Ivoire/Côte d'Azur

Après Daniel Hugon, c'est Michel Lutz, 28 ans, qui s'est tué au cours du rallye Côte d'Ivoire/Côte d'Azur. Sa moto, à la suite d'une crevaisson de la roue avant, s'est écrasée dans un ravin. Deux morts, plusieurs blessés, c'est jusqu'à maintenant le seul résultat de ce rallye qui ne profitera qu'aux constructeurs, pour leur publicité.

après la mort d'un appelé, communiqué de ses camarades

Le 20 décembre, trois appelés du 27^e R.I. étaient blessés dans l'accident d'une jeep, l'un d'eux, Albert N'Guyen, décédait après 20 jours de coma ; il avait 22 ans.

D'après les autorités militaires, une rafale de vent serait à l'origine de l'accident.

Plusieurs appelés du 27^e RI ne sont pas d'accord avec cette version, ils déclarent dans un communiqué :

« On a laissé le chauffeur du véhicule accidenté prendre la route pour un trajet de 12 heures, alors que la veille il s'était couché à 2 h. 30 du matin. »

Ils dénoncent le manque de pauses, la vétusté des véhicules et soulignent que :

« Les autorités militaires conscientes de leur part de responsabilités font pression sur des témoins de l'accident pour qu'ils refassent leur déposition afin d'adopter une déclaration dictée par un officier. »

Conclusion du communiqué (après qu'on inculpe des soldats pour « atteinte au moral de l'armée ») :

« Les conditions dans lesquelles les appelés font leur service peuvent parfois constituer une atteinte au moral des soldats ».

ESSWEIN-THOMSON Manifestation contre l'intervention des gardes mobiles

Mardi, 15 H, sept à huit cars de gendarmes mobiles arrivent devant l'usine d'Esswein à la Roche-sur-Yon, usine que les travailleurs occupent depuis plus de six semaines (pour exiger l'augmentation des salaires, la diminution de la charge de travail, la cinquième semaine de congés payés). Les gendarmes mobiles pénètrent dans l'usine sous le coup de 17 H ; les grévistes se retirent. Cette intervention de la bourgeoisie après le jugement du tribunal des référés n'étonne personne. Depuis plusieurs mois la bourgeoisie a envoyé systématiquement les CRS pour expulser les travailleurs qui mènent le combat contre sa politique de crise.

Aussitôt après cette intervention, après s'être réunis en assemblée générale malgré la présence des «forces de l'ordre» les ouvriers ont montré leur colère et leur détermination à poursuivre la lutte en manifestant jusqu'à la préfecture. Ce soir, dans les rues de la Roche-sur-Yon, à l'initiative des organisations syndicales CGT et CFDT les travailleurs d'Esswein appellent toute la population à se joindre à

la manifestation qu'ils organisent. Cette manifestation doit être l'occasion de développer le soutien en direction de la population



Yonnaise, soutien nécessaire à la victoire de ceux d'Esswein.

D'autant que les travailleurs d'Esswein-Thomson ne sont pas les seuls à lutter aujourd'hui dans le groupe : à Vélizy, dans la banlieue de Paris, depuis plus de 8 semaines, les ouvriers de la Thomson-Vélizy luttent pour les mêmes revendications que leurs camarades de la Roche-sur-Yon. Un délégué CFDT nous explique la lutte : «Il y a actuellement 5 secteurs qui débrayent, le secteur mécanique dé-

braye depuis 8 semaines, 3 H par semaine en moyenne. Depuis 15 jours environ, il y a quatre autres secteurs qui dé-

brayent (notamment l'entretien et le laboratoire de recherche) mais avec des amplitudes qui sont beaucoup moins fortes, on peut estimer à la moitié par rapport à la mécanique. Au total, ça doit faire environ 160 personnes, en ce qui concerne les débrayages par secteur.

Il risque d'y avoir très prochainement, peut-être au début de la semaine prochaine, une extension des débrayages par secteur. Depuis quelques temps, environ huit jours, il y a des débrayages généraux au niveau de la

boîte, concernant au minimum 400 personnes pour :

- l'amélioration des conditions de travail et

- la diminution du temps de travail.

Ce sont les revendications au niveau de toute la boîte et certains secteurs ont des cahiers de revendications locaux concernant plus précisément leur travail.

Les 200 F sont la principale revendication en ce qui concerne les salaires mais il est aussi demandé un équilibre des salaires des gens issus des différents centres, parce qu'il y a des écarts qui sont quand même assez importants.

Usinor-Dunkerque : refus du chômage à la carte !

Lundi 5 janvier, vers 10 h 30/11 h, les hauts fourneaux ont arrêté pour protester contre le chômage. Aux hauts fourneaux, ils mettent au chômage une dizaine de gars par jour, ils font ça par roulement. Dans le mois de janvier, il y a quatre jours de chômage, les gars sont entrés en grève par rapport à ça.

Dans l'après-midi, ils sont allés au grand bureau pour exiger des comptes par rapport au chômage et à l'intensification du travail pour les équipes réduites. Ce qu'ils refusent, c'est le chômage à la carte ! Pour les feux continus, la première journée de chômage correspond à la première journée du matin et le deuxième jour de chômage à la dernière journée du matin. Pour l'équipe de nuit, jours de chômage : la première et la dernière nuit. C'est-à-dire que les hauts fourneaux ont le temps d'approvisionner les mélangeurs des aciéries qui tournent à plein...

La nuit de lundi à mardi, ils étaient en grève et dès le 6 au matin, il y a eu des discussions entre les organisations syndicales et le patronat.

correspondant USINOR

Les révisionnistes au secours de Concorde

La section du PCF d'Orly a adressé un télégramme à Washington pour prendre la défense de Concorde et exiger qu'il puisse atterrir aux USA. Les dirigeants de la section CGT de la SNIAS ont annoncé qu'en cas de veto des USA, ils demanderaient aux travailleurs de boycotter les produits US et aux ouvriers des aéroports de refuser d'assurer les opérations de maintenance des avions des compagnies US. Les révisionnistes et les dirigeants de la CGT, volent ainsi au secours de la bourgeoisie française pour placer son avion. Ils montrent dans ce combat plus de détermination que lors des luttes des travailleurs contre cette même bourgeoisie. Les travailleurs d'Air France qui ont été lâchés par la direction de la CGT lors de leur dernière lutte, apprécieront cet appel à la collaboration avec leur direction.

ACCORDS SALARIAUX 1976

AGP : APRÈS LA GRÈVE, LA RÉPRESSION S'ACCENTUE !

Les employés de AGP qui avaient lutté pendant plusieurs semaines contre le travail au rendement et pour l'intégration de la prime dans les salaires voient la répression s'accroître aujourd'hui et particulièrement à l'encontre de six de leurs camarades. Ils sont convoqués devant le commissariat, et n'ont pas encore connaissance des motifs de cette convocation. Convoqués à des heures différentes ils ont décidé de tous se présenter en un seul bloc pour faire échec à cette division. Parmi les employés, tout le monde se mobilise prêt à faire échec à toute inculpation.

Dans un communiqué publié hier matin, ils déclarent : «Suite à la plainte de votre employeur, des délégués CGT et CFDT et des grévistes sont convoqués au commissariat. Si la direction croit pouvoir utiliser la répression tous azimuts et à retardement pour décourager les travailleurs de réclamer leur dû et les délégués de défendre leurs revendications elle se trompe de méthode. Elle devrait comprendre que contrairement au bifteck plus on tape sur nous, moins on s'attendrit !»

Les négociations des conventions salariales 1976 pour la fonction publique et les entreprises nationalisées s'ouvrent cette semaine.

Aujourd'hui, les travailleurs de Renault/Dauphiné, à Grenoble, avec leur section CFDT, remettent en cause les augmentations en pourcentage sur lesquelles les confédérations sont prêtes à négocier. A l'exemple de nombreux travailleurs du secteur public, ces derniers mois, ils affirment leur volonté de se défendre des revendications uniformes, qui vont dans le sens de leur intérêt.

A Renault, toutes les augmentations de salaires sont en pourcentage, pourquoi ?

• Les sommes fixes posent-elles des problèmes aux travailleurs ? Non

Quand une grève éclate à Renault tout comme dans les autres usines, (Chausson, Berliet, Paris-Rhône, etc...) les travailleurs en lutte demandent une somme fixe, pour exemple :

- 250 Frs pour tous à Renault/Le Mans en mars 75

• Les notions truquées de pouvoir d'achat et d'échelle mobile :

Le patronat, la CGC et... la CGT voient dans la notion de «pouvoir d'achat» un moyen de lier directement prix et salaires. L'augmentation des prix étant fixée par un indice en %, conséquence : l'augmentation des salaires se fera en %. Ouf ! La hiérarchie est sauvée !

LE VRAI PROBLÈME : QUE FAUT-IL DÉFENDRE EN PRIORITÉ LES BAS SALAIRES OU CELUI DES CADRES ?

• Quand il y a des diver-

gences entre revendications, entre syndicats, c'est aux travailleurs en lutte de trancher !

Or dans les luttes et surtout à Renault, ce sont les ouvriers qui font grève, ils perdent de l'argent, les cadres ne la font pas et même certains parmi eux attaquent les ouvriers en grève.

• Un palier pour tous, 80 Frs pour tous les ETAM

A Renault/Dauphiné, la CFDT réclame dans l'immédiat les revendications suivantes :

* un palier (échelon) pour tous les Agents Productifs Renault (personnel ouvrier)

* 80 Frs pour tous les Employés Techniciens Agents de Maîtrise.

* Une amélioration des conditions de travail.

C'est sur ces bases que peut se construire l'unité d'action.

Tous ensemble, nous gagnerons !

d'après correspondance CFDT Renault/Dauphiné (Grenoble)

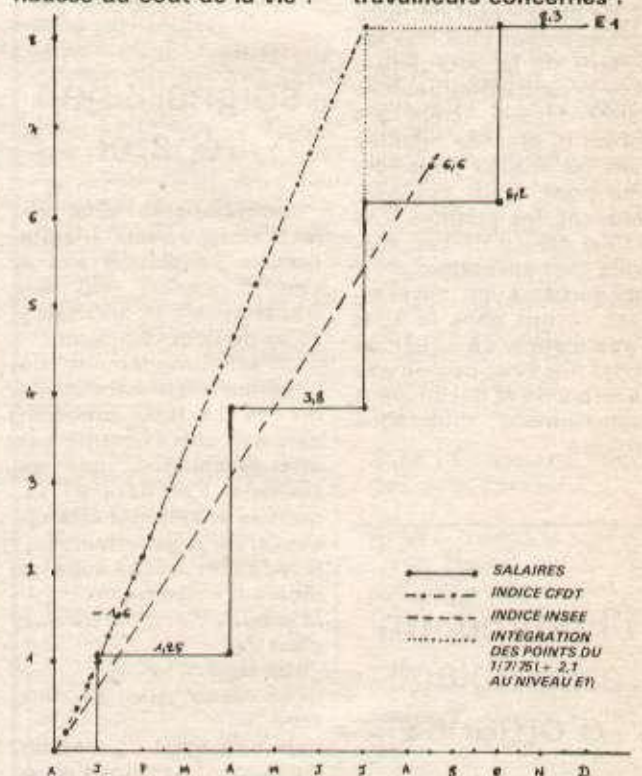
Cette pratique découlait directement des conceptions gaullistes de la «participation». Ce fut rapidement un échec, matérialisé notamment en 1971 par les luttes de la RATP et de la SNCF, pour les salaires. Sur ce terrain, les directions syndicales CGT et CFDT ont eu une attitude de conciliation : «prêtes à discuter avec la direction de l'entreprise un nouvel accord salarial, à condition qu'il ne contienne ni clause contraignantes pour les travailleurs ni éléments basés sur des critères d'évolutions économiques à venir dépendant de choix politiques que le syndicat conteste (évolution du trafic...)».

De toute façon les revendications des travailleurs, ne servent pas de base de discussion ! Déjà, dans le meilleur des cas (si l'on peut dire), le retard salarial, calculé pourtant sur la base de l'indice INSEE, demeurerait de plus de 2 % dès août 75. Et le 18 novembre, en manifestant à la Direction Générale, les cheminots indiquaient clairement leur façon de poser le problème : «400 F pour tous, tout de suite». Les Fédérations CGT-CFDT indiquaient alors, pour se disculper : «ce n'est qu'un avertissement, la vraie bataille se mènera pour le renouvellement des contrats 76 ; c'est là que le rapport de forces nous sera nécessaires ! Ne grillons pas nos cartouches».

Eh bien, nous y voilà : FO, la CFTC et les Au-

tonomes ont déjà depuis des jours leurs stylos à l'affût pour signer, de toute façon. Qu'est-ce que l'Etat a de plus à offrir qu'une nouvelle «clause de sauvegarde», maintenant le salaire des travailleurs du rail loin derrière la hausse du coût de la vie ?

les travailleurs de la Fonction Publique et Nationalisés, c'est une lutte ferme qui remette sans plus tarder en cause ces contrats à sens uniques, qui n'offrent de garantis qu'à l'Etat bourgeois, une lutte d'ensemble des milliers de travailleurs concernés !



SNCF : Graphique des salaires de janvier à août 75

NB : Le niveau E1 est le plus bas échelon de salaire

Et c'est au nom de cette clause qu'en novembre 74, à la SNCF comme au PTT, les Directions, et l'Etat qu'elles représentent, avaient opposé leur veto aux revendications des travailleurs.

Aussi, ce qu'attendent

«PRIVÉS» OU «NATIONALISÉS», IMPOSONS LES 2 000 F MINI ! 400 F POUR TOUS !

ENSEMBLE, NOUS VOULONS, NOUS AURONS SATISFACTION !

Stéphane RAYNAL

l'université en crise

la sélection en médecine : SUR QUELS CRITERES ?

Dans le numéro du Quotidien du Peuple du 13 décembre, un groupe d'étudiants en médecine de la région parisienne concluait un article qu'il avait rédigé à la suite d'une réunion en écrivant : « Nous voulons apprendre auprès des travailleurs ce que doit être une médecine à leur service et mettre nos connaissances au service de leurs luttes... » Il venait de prendre dans le même temps la décision de rédiger une brochure qui dénoncerait ce qu'est leur formation et le rôle d'un médecin aujourd'hui. C'est une partie de ce travail dans lequel ils se sont engagés que nous publions aujourd'hui.

former des techniciens

La capacité à produire le travail intensif que nous avons à fournir pendant les premières années, est le plus évident de ces critères. D'une part, les étudiants qui doivent travailler pour subvenir à leurs besoins, ont moins de temps à consacrer à leurs études. Il en va de même pour les étudiants qui sont, par exemple, en conflit avec leur famille et qui ont d'autres préoccupations et d'autres centres d'intérêt que les études. En dernière analyse, ont des difficultés, les étudiants défavorisés par la société ou en conflit avec elle. D'autre part, le travail intensif nous empêche de nous tourner vers l'extérieur, vers les problèmes sociaux et politiques.

L'autre critère important de la sélection est notre aptitude à ingurgiter le contenu de l'enseignement. Ce critère commence à fonctionner au lycée. Là, les élèves ont déjà été séparés suivant leur origine de classe et il ne reste pratiquement plus que les enfants de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie. Parmi ceux-là, ceux qui auront le plus de facilités dans les études de médecine sont ceux qui proviennent des sections C et D : les élèves de ces sections font essentiellement des matières qui développent l'esprit dans le sens d'application de schémas et des lois avec peu ou pas de réflexion et qui inhibent pratiquement tout sens critique.

l'homme, un assemblage d'organes

Ainsi, ces étudiants, en arrivant en médecine, ont déjà acquis la capacité d'ingurgiter, le plus souvent par cœur, un savoir parcellaire, technique qui ne permet pas d'acquiescer une vision globale, et ne peut être remis en cause. La manière dont l'anatomie nous est enseignée est un exemple particulièrement frappant. On nous présente le corps comme une merveilleuse machi-

ne, constituée par un assemblage d'organes décrits séparément, sans expliquer, par exemple en comparant avec les autres espèces comment et pourquoi les différenciations sont apparues. L'histologie, telle qu'elle nous est enseignée (surtout en 1^{ère} année) apparaît comme une énumération de descriptions de cellules et de tissus, avec peu de liens entre les structures et leur rôle. Ces matières sont celles à cause desquelles de très nombreux étudiants sont recalés.

Cette sélection idéologique correspond au rôle que devra tenir le médecin dans la société capitaliste : on laisse passer ceux qui seront capables de réparer au plus vite l'« organe malade », la « pièce détraquée » de la « machine », sans avoir une vision globale de la maladie et de ses causes profondes (en particulier sociale).

Autrement dit, sont admis ceux qui ne sont pas aptes à devenir que des techniciens.

soigner : non réparer

Les étudiants ainsi sélectionnés seront ensuite soumis pendant 6 ans à une formation qui les transformera en serviteurs zélés de la bourgeoisie :

Perfectionnement de la vision technicienne du monde. Le futur médecin apprend que l'homme est une mécanique, que sa technique réparera. Le malade se réduit à être un « cas », un organe malade, le médecin : « vous avez un ulcère à l'estomac ».

le malade : « qu'est-ce que c'est ? »

- « un trou ! »
- « qu'est-ce que je dois faire ! »
- « je vais vous donner un pansement gastrique pour le reboucher ! »

C'est l'exemple type de cette technique qui isole la maladie de ses causes. On soigne l'ulcère et non ce qui l'a provoqué (malnutrition, conditions de travail...). En 6 ans, l'étudiant acquiert ainsi une série de recettes (ulcère = pansement gastrique) et une vision parcellaire des choses (malade = collection d'organes).



Nous devons apprendre auprès des travailleurs ce qu'est une médecine à leur service...

7 ans pour façonner un comportement idéologique

- l'individualisme se développe d'une manière intensive avec l'instauration du concours (« je ne te passe pas mes cours, parce qu'il y a le concours »). L'esprit compétitif au niveau des étudiants est largement entretenu par les profs, qui font des cours confus, rapides, donc souvent incompréhensibles. Ainsi, certains se débrouilleront pour trouver les polycopiés qui se font rares chez les anciens étudiants, d'autres auront le privilège de s'offrir des cours particuliers donnés par un chef de clinique. Cet esprit se retrouve d'une façon plus nette encore, caricaturale lorsqu'il s'agit de passer le concours de l'internat. Enfin, pour avoir le stage le plus intéressant possible, l'étudiant devra de lui-même trouver les « bons tuyaux », en passant par dessus ses copains si nécessaire. Toutes ces attitudes se traduisent par une ambiance de bachotage intensif.

le corporatisme sans cesse exalté

- le corporatisme : dès la 2^e année, l'étudiant est considéré comme faisant partie de la grande famille médicale (secret professionnel oligé !). Les assistants sont moins méprisants qu'en 1^{ère} année, l'étudiant est presque un collègue !!! Entre externes, internes, patrons, le tutoiement est de rigueur. Enfin, l'atmosphère de salle de garde exhale un corporatisme délirant. Tout cela tend à inculquer au futur médecin l'esprit de corporatisme, permettant de sauvegarder l'« élite médicale » et ses privilèges.

- la servilité : à l'intérieur de cette corporation, il existe une hiérarchie que des rapports « libéraux » sont loin d'exclure. Tout le monde sait bien que dans un hôpital, il y a une hiérarchie allant du patron au garçon de salle où chacun a sa fonction bien définie. L'étudiant a également sa place dans cette hiérarchie qui vise à casser tout esprit de révolte contre ce système médical inepte, (il existe un guide thérapeutique destiné aux étudiants qui montre sur plusieurs pages, les diffé-

rentes formulations qu'il faut utiliser lorsqu'on écrit à un patron, un assistant, un simple médecin généraliste... !)

on apprend le mépris du malade

c'est là que, ne se limitant pas seulement au type de rapports entre étudiants dans les amphithéâtres, ni même

dans leurs relations avec les supérieurs, le réflexe de classe se manifeste pleinement face au malade. Ce qu'on apprend principalement au futur médecin (pendant les 5 ans où on lui en parle) c'est mépriser le malade (et avant tout le travailleur malade). Si le malade pose des questions : c'est un emmerdeur. S'il décrit sa maladie, et si ses symptômes ne correspondent pas à un des schémas que connaît le médecin : c'est un simulateur. Pour complètement isoler la maladie du contexte social du malade, on a réussi à définir de nouvelles pathologies, parmi lesquelles figure la sinistrose (maladie des gens, principalement d'ailleurs les travailleurs immigrés, qui ont le cafard), le syndrome méditerranéen (mal frappant également les travailleurs immigrés) - (notons au passage que ces immigrés présentent toutes les tares ! Ce sont à la fois des ouvriers et des étrangers !).

Servilité, formation purement technique, théorique complètement détachée de la réalité sociale, et cela pendant 7 ans, c'est cela que la bourgeoisie met en œuvre pour nous assujettir à ses vues et nous mettre à son service.

(à suivre).

Grenoble : NON AUX HAUSSES DES LOYERS EN RÉSIDENCES UNIVERSITAIRES

A Grenoble, dès novembre, dans les résidences universitaires, la lutte contre les hausses des loyers s'est engagée et a recueilli l'adhésion de près de 2200 étudiants. Pourquoi cette lutte ? La plupart des résidents sont boursiers et dès la rentrée, le loyer est passé de 140F à 178F. Cela représente une hausse de 25%, alors que le budget mensuel dont dispose un boursier est d'environ 500 à 600F. Avec la fermeture de plusieurs départements de la fac qui n'avaient plus de crédits, nous avons eu sous les yeux les premières applications pratiques de ces « grands changements » dont parle Soisson à propos de l'université. Car, de fait, quelles solutions nous sont proposées devant ces hausses et les restrictions de crédit ? - Faire appel au patronat local, qui, lui, est tout prêt à fournir les fonds... moyennant un contrôle direct de la formation universitaire et une cohorte de petits cadres dociles d'ici un an ou deux.

C'est sur les mots d'ordre de la FRUF (Fédérations des Résidents Universitaires de France), que le mouvement a débuté. Comme moyen de pression sur les CROUS, les jeunes révisionnistes de la FRUF n'ont proposé que la remise collective des loyers à la place du paiement individuel, tout cela en signe de protestations. Le CROUS sentant toute sa force en a profité alors pour déclencher une campagne de pressions.

Après avoir envoyé plusieurs lettres de menaces aux étudiants, il a parlé de faire intervenir des huissiers auprès des parents de ceux qui refuseraient de payer le loyer. Et dans le même temps, il a cessé d'accepter l'argent remis collectivement. Face à cela qu'ont dit, alors, les dirigeants de l'association de résidents ? Tout bonnement de payer si les huissiers ve-

L'heure est à la recherche de moyens d'action efficaces. D'ores et déjà, et impulsée en cela par la cellule du PCR, la jonction de la grève des loyers et des luttes dans les départements de la fac ainsi qu'avec les travailleurs du CROUS qui sont menacés de licenciements est décidée et d'autre part, la décision qui doit vraisemblablement être prise est de cesser tout paie-



mai 1968 : les étudiants manifestent devant Renault.

naient ! Et ensuite plus rien. Il a fallu attendre décembre pour que timidement et officiellement un nouvel appel à l'action soit lancé ! Si les jeunes révisionnistes compaient que « leurs exploits » du début de l'année passent inaperçus, ils ont été déçus ! Aujourd'hui, l'unanimité s'est faite chez les résidents pour dénoncer la façon dont la lutte avait été conduite en novembre. La peur des huissiers, des poursuites judiciaires ainsi que tous les arguments défaitistes sont dénoncés et combattus.

ment en maintenant l'argent sur un compte bloqué jusqu'à ce que la hausse soit supprimée.

Aujourd'hui, la question posée, c'est celle de l'élargissement du mouvement, de sa jonction avec celui des travailleurs. C'est une condition essentielle pour que les projets de Soisson échouent et pour cela, il nous faut empêcher les révisionnistes d'éterniser leur main-mise sur l'université ! Nous vaincrons !

Correspondant Grenoble

l'indemnisation des chômeurs

Quelques cas particuliers

Nous reprenons aujourd'hui l'étude de l'indemnisation des chômeurs. Quatre cas «spéciaux» seront examinés : les démissionnaires, les jeunes n'ayant jamais travaillé, les licenciés pour raison économique, les travailleurs de plus de 60 ans.

LES DÉMISSIONNAIRES

En règle générale il vaut mieux être licencié que démissionner (s'il n'y a pas moyen de continuer à assurer son emploi dans de meilleures conditions, malgré l'aide de ses collègues, des délégués du personnel, etc.)

On sait en effet que nombre d'ouvriers sont obligés de démissionner, de partir volontairement suivant les termes de la législation.

En effet, les conditions de travail déplorables, les horaires d'équipe, les risques courus, l'état de santé du travailleur l'amènent souvent à quitter son entreprise car le patron veut éviter de licencier au maximum. En effet, en cas de licenciement, il doit payer préavis, indemnité de licenciement et théoriquement, si le travailleur arrive à faire reconnaître ses droits, il peut être condamné pour licenciement abusif. Tout le monde sait aussi qu'il est très facile de pousser un travailleur trop combatif à démissionner. Mais avant de partir le travailleur doit si possible faire intervenir son délégué du personnel ou à défaut s'assurer



de l'Aide publique en expliquant bien les raisons de la démission avec tous les justificatifs possibles à l'appui : certificat médical, lettre d'avertissement du patron, lettre des représentants syndicaux, des camarades de travail... Faire de même en ce qui concerne la demande d'allocations ASSÉDIC.

En effet ces deux organismes examinent d'une part si les conditions générales que ses camarades pourront éventuellement attester l'exactitude des raisons qui l'ont poussé à démissionner.

Attention, la jurisprudence (ensemble des décisions de

justice) considère en général qu'une démission donnée sur «un coup de tête» ou une réprimande peut être annulée si le salarié en fait la demande. Il a intérêt dès le lendemain ou le surlendemain de sa démission à écrire au patron une lettre recommandée avec accusé de réception dans laquelle il confirme que sa démission n'est pas valable. Il doit bien sûr contacter les délégués syndicaux et si le patron refuse de considérer que la démission est nulle il peut le poursuivre devant les prud'hommes pour que son départ soit considéré comme un licenciement.

D'autre part il faut veiller à ne pas être considéré comme démissionnaire. En effet la loi permet au patron sans nouvelle de son employé depuis 48 h de le considérer comme démissionnaire. Donc en cas d'absence de plus de 24 h, il faut téléphoner pour prévenir, écrire éventuellement une lettre recommandée avec accusé de réception éventuellement et joindre les justificatifs médicaux ou autre à l'absence.

Lorsque la démission est remise, il faut s'inscrire à l'Agence pour l'Emploi et remplir le dossier de deman-

d'indemnisation sont remplies mais d'autre part déterminer si le motif du départ peut être considéré comme légitime.

Dans le premier cas, si la demande d'Aide Publique est refusée il faut faire appel. Une commission départementale examine à nouveau le dossier qu'il faut alors présenter sous un éclairage nouveau, mais il faut systématiquement faire appel.

Dans le deuxième cas (demande d'allocations ASSÉDIC), c'est une commission paritaire qui statue (composée à nombre égal de syndicats patronaux et employés). Donc en cas de démission, il peut être nécessaire de contacter l'Union Départementale CGT ou CFDT qui pourront plus facilement connaître le dossier. En cas de rejet du dossier il faut systématiquement faire appel en essayant de préciser certains éléments. Il faut aussi joindre à son dossier une liste de recherche d'emploi très fournie pour prouver que l'on n'est pas parti pour aller en vacances ou à la pêche à la ligne... Et théoriquement c'est l'Agence pour l'Emploi qui devrait placer tous les demandeurs d'emploi. La faillite de la mission de l'Agence n'est plus à démontrer.

Attention : l'aide publique peut être rejetée et les ASSÉDIC accordées ou vice et versa.

programme

JEUDI 8 JANVIER

TF 1
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 45 - LA VÉRITÉ
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - L'INSPECTEUR MÈNE L'ENQUÊTE
22 h 00 - SATELLITE
23 h 00 - ALLONS AU CINÉMA
23 h 00 - JOURNAL et fin

A 2
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 45 - Y'A UN TRUC
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - DES HOMMES LIBRES
21 h 45 - RENDEZ-VOUS AVEC E. PETIT OU MILOT MON AMI
23 h 00 - JOURNAL et fin

FR 3
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 40 - TRIBUNE LIBRE
19 h 55 - JOURNAL
20 h 00 - ALTITUDE 10000
20 h 30 - un film, un auteur LA CALIFFA
22 h 30 - JOURNAL et fin
VENDREDI 9 JANVIER

TF 1
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - au théâtre ce soir UN FIL A LA PATTE
22 h 35 - ARCANA : Edgar Varèse
23 h 30 - JOURNAL et fin

A 2
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 45 - Y'A UN TRUC
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - SIMPLICIUS SIMPLICISSIMUS
21 h 30 - APOSTROPHES
22 h 35 - ciné-club JE SUIS UN ÉVADE
0 h 10 - JOURNAL et fin

FR 3
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 40 - TRIBUNE LIBRE
19 h 55 - JOURNAL
20 h 00 - PROGRAMMES RÉGIONAUX
20 h 30 - VENDREDI
21 h 20 - les dossiers noirs AL CAPONE
22 h 10 - JOURNAL et fin

Sur TF1, après « l'inspecteur mène l'enquête », qui nous incite à nous transformer en policier, il y a le magazine d'actualité de J.F. Chauvel : Satellite. Les sujets traités ne manquent pas d'intérêt : l'Angola en particulier mais, il faut s'attendre, de la part de Chauvel, connu pour ses sympathies d'extrême droite à des propos réactionnaires, même si les reportages présentés peuvent présenter des aspects intéressants, contredisant ces propos. Sur A2, un documentaire : « Des hommes libres », sur l'expérience d'un sociologue américain qui tente avec des éducateurs de réinsérer des délinquants emprisonnés dans la société américaine.

Sur FR3, le film « La Califfa » de A. Bevilacqua. A en juger d'après le scénario, le pire est à craindre : « la veuve d'un ouvrier tué dans une grève, transforme un patron de choc ». C'est la rédemption individuelle des patrons substituée à la lutte des classes.

feuilleton

LIEVIN LE MINEUR ACCUSE de Jean-Paul Gay et Guy Mory

Il y a tout juste 1 an, 42 mineurs étaient envoyés à la mort à la fosse 3 à Liévin. Une Commission Populaire d'Enquête allait se mettre en place. Son travail conduisit au Tribunal Populaire de Liévin le 22 mars 1975 où la responsabilité des Houillères fut clairement démontrée. Jean-Paul Gay et Guy Mory ont participé à ce travail avec des mineurs de Liévin, ils ont recueilli de multiples témoignages et en ont fait un livre dont nous publions des extraits

PLUS D'UN SIÈCLE DE LUTTES DANS LES MINES

1940-1944 : LA RÉSISTANCE

Charles Debarge, mineur de fond, originaire de Harnes, un des plus grands héros de la Résistance dans le Nord-Pas-de-Calais, tué par les nazis au cours d'un combat en septembre 42, écrit dans ses « Carnets » :

« Au début de ma vie illégale, j'ai bien souffert physiquement et moralement. L'arrestation de ma femme et de mes meilleurs camarades a été un coup très dur. Mais, je jurai de les venger, ma haine s'accrût contre les fascistes allemands et français. Je suis traqué par toutes leurs polices, elles ont le droit de tirer sur moi sans sommation, ma tête est mise à prix, mais je ne me

suis pas évadé pour me laisser reprendre maintenant, sans vendre chèrement ma vie. « Mieux vaut mourir debout que vivre à genoux ». Je ne l'ai pas oublié.

Sans mes revolvers, je serais pris depuis longtemps. Ce qui m'a permis de résister si longtemps, en continuant la lutte dans les secteurs de Carvin, d'Hénin-Liétard, Lens et Wingles, c'est aussi et surtout la solidarité des copains dans ces secteurs. De plus en plus, toute la population nous épaula et se soulève contre l'occupant. C'est ainsi que j'espère tenir encore longtemps et ma confiance dans un avenir de liberté est plus forte que jamais...

Au début de l'illégalité, j'avais pris contact avec les pionniers de la lutte armée, le groupe Popof, spécialisé dans les sabota-

ges et composé de jeunes mineurs polonais. J'ai eu l'occasion d'apprécier dans l'action, leur courage et leurs capacités. Quel dommage que tous ces camarades soient arrêtés à l'heure actuelle ! Ils auraient rendu encore de très grands services. Mais, avant de tomber, ils nous ont laissé un fier exemple d'abnégation et ils ont démontré qu'il n'est jamais impossible de se battre efficacement, même si la situation semble désespérée... ».

La Résistance du pays noir, c'est aussi pour une grande part, l'héroïsme des femmes des mineurs, comme Emilienne Mepty, décapitée à la hache à la prison de Cologne, le 18 janvier 1943 et qui ont eu un rôle décisif dans le succès de la grande grève de 41.

C'est à Courrières, lieu de la grande catastrophe minière, que le 25 mai 1940, sont réduits les derniers poches de Résistance à l'avance des troupes nazies. La prise de Courrières et de Oignies est difficile pour l'occupant qui y laisse de nombreux morts. Alors, pour se venger, dans Oignies occupée, les S.S. se li-



vent au massacre : les femmes et les enfants sont jetés à la rue et emmenés en direction de Courrières. Les hommes sont abattus sur place. Chaque maison, chaque grange est incendiée. Courrières, à son tour, subit le même sort. Avec la trahison de la plus grande partie de la bourgeoisie française qui dit « plutôt Hitler que le Front Populaire » et souhaite la guerre contre l'Union soviétique, le pays est livré à l'occupant. Alors, dans le pays minier, le combat de l'ombre, quotidien, commence aussitôt.

Le 14 juin 1940, le responsable de l'administra-

tion hitlérienne pour le Nord, fait diffuser une proclamation :

« ... Toute résistance passive et toute sorte de sabotage seront considérées comme des actes hostiles envers les ressortissants allemands et punis sévèrement. »

Quiconque se rendra coupable d'attentats contre les Allemands sera puni de la peine de mort. Tout meurtrier, pillier ou franc-tireur sera également puni de mort.

La résistance passive va être générale. Les sabotages de toutes sortes, les attentats, il va y en avoir des milliers.

LIBAN

Blocus de Tell Zaater la droite affame les réfugiés

Aux dernières nouvelles, des tirs de mortier et de mitrailleuse lourde étaient entendus dans la banlieue, à proximité du camp de Tell Zaater, où vivent des réfugiés palestiniens. Les barrages avaient resurgi un peu partout dans la ville. De nombreux enlèvements (au nombre de 200) s'étaient produits, ainsi que plusieurs assassinats.

Mais l'affaire centrale, reste aujourd'hui celle du camp de Tell Zaater. Là, depuis dimanche, les miliciens phalangistes, ont organisé un véritable blocus, interdisant que toute nourriture atteigne les réfugiés. Trois camions chargés de vivres ont été bloqués dans la journée de dimanche. A bord, des chauffeurs libanais. Au

prétextant qu'il pourrait transporter des armes, lui refusent le passage. On jugera de la valeur du prétexte quand on saura qu'ils ont refusé de fouiller eux-mêmes le camion, comme le leur proposaient les officiers libanais présents.

Depuis, ce blocus se poursuit, malgré toutes les tentatives de la Résistance pour le faire lever sans déclencher d'affrontement.

Le sens des événements du Liban se précise nettement : forcer la Résistance à intervenir dans le conflit, l'affaiblir par ce moyen, l'amener ensuite à des solutions de capitulation. Le complot ayant échoué jusqu'ici, devant la ferme attitude de non-intervention de la Résistance.



tour, une escorte de l'armée libanaise ; pas un seul élément armé palestinien dans le convoi ; simplement, plusieurs infirmières qui rejoignent le camp. Après avoir essuyé des coups de feu, le camion tente d'emprunter une autre route, où il se heurte à un barrage puissant. Les miliciens réactionnaires,

ce dans les affaires libanaises, les tentatives pour l'y impliquer directement prennent un tour de plus en plus ouvert.

La situation continue à se dégrader au Liban, le gouvernement syrien a affirmé : «Le Liban demeurera uni ou il devra revenir à la Syrie».

CONDAMNATIONS EN IRAN

grève de la faim à Paris

Au premier jour du Nouvel An, le monde entier a appris avec horreur la nouvelle de dix condamnations à mort prononcées à Téhéran contre des patriotes iraniens, par des tribunaux militaires d'exception.

Ce procès en première instance s'est déroulé dans le plus grand secret et aucune précision n'a été donnée quant au procès en appel. Les condamnés sont accusés d'avoir participé ces derniers mois à l'exécution du Général Zandi-Pour (Chef du «Comité» de la SAVAK pour la chasse aux militants) et à celle de trois conseillers militaires américains à Téhéran.

Ces exécutions de traîtres et de tortionnaires iraniens et d'agents de l'impérialisme américain, qui se sont déroulées l'an passé, ont été revendiquées par l'Organisation des Combattants du Peuple d'Iran (les Modjaheds), mais aucune preuve n'a été fournie par les autorités iraniennes quant à la participation effective des accusés à ces opérations militaires.

Il faut agir de toute urgence et avec toute la vigueur possible pour arrêter le bras du bourreau.

La Confédération des Étudiants Iraniens organise une campagne centrale à Paris. Elle est constituée par une grève de la faim à laquelle participent 80 étudiants iraniens, et qui commence le MARDI 6 JANVIER, à 13 heures, à la Maison d'Italie, 9 bd Jourdan, Paris XIV^e.

• DÉNONÇONS LES CONDAMNATIONS ARBITRAIRES DE TÉHÉRAN !
• BRISONS LE MUR DE SILENCE !

un militant d'une commission ouvrière de GETAFE

"C'EST PAREIL QU'AVANT"

—«Qu'est-ce que les ouvriers de ton usine pensent de Juan Carlos ? Est-ce qu'ils disent que quelque chose a changé ?»

—«Au début, il y a eu une sorte de trêve, on ne savait pas ce que Juan Carlos allait donner. Mais ça n'a pas duré longtemps. Le jour même du couronnement, il y a eu une grande manifestation devant Carabanchel, et une autre le dimanche suivant. La première fois, on était plus de 5 000, mais la seconde, on n'a pas pu se rassembler. La répression a été terrible, d'une violence incroyable. Et puis, début décembre, nous sommes entrés en lutte dans toute la zone sur la question de la révision des conventions collectives. C'était la première fois que toutes les usines s'arrêtaient en même temps, que les ouvriers réoccupaient après avoir été délogés par les flics. Là aussi, la répression s'est déchaînée. Les flics frappaient indistinctement des femmes enceintes, des vieillards, des gosses. Des gens de la zone ont eu le crâne ouvert et sont encore à l'hôpital. Alors, on a bien vu que c'était pareil qu'avant, que rien n'avait changé ; au contraire, plus le mouvement se développait, plus la répression était féroce. Et puis, on a manifesté place d'Espagne contre le blocage des salaires. Ça, c'était une mesure de Juan Carlos, même si tous les gens présents n'en ont pas tiré immédiatement la conclusion qu'il fallait renverser Juan Carlos.»

—«Pour mener la lutte, quelles formes d'action utilisez-vous ?»

—«Dans la dernière période, on faisait des assemblées générales tous les jours, à la sortie des repas par équipes, et à la fin du travail dans l'usine même. On touche tout le monde, et c'est plus efficace que les tracts. Là, on informe de la lutte dans les autres usines, on discute de la tactique à suivre pour gagner la nôtre. C'est une victoire de tenir ces assemblées dans l'usine...»

—«Qui sont les militants de Commission ouvrière ?»

—«Il y a des militants inorganisés, pas mal ; des révisionnistes et des forces politiques comme ORT, MCE, OSO, un syndicat chrétien ; on est 60 à 80 sur 3 600 ; c'est beaucoup, il y a deux ans, ça aurait été impensable d'être autant !»

—«Par delà l'unité d'action que vous réalisez, quelle vie politique, quelles discussions y a-t-il dans ta Commission ?»



—«Une discussion permanente a lieu sur les formes d'action ; le parti de Carrillo se cantonne toujours à des actions légales et pacifiques. Par exemple, les dernières luttes, ils ont proposé de demander l'autorisation de tenir une assemblée dans l'usine, dans le cadre du syndicat officiel ! Alors que nous, on faisait des A.G. illégales tous les jours !»

—«Est-ce que c'est seulement sur les formes d'action que vous vous opposez aux révisionnistes ?»

—«C'est un point important, parce qu'ils sont toujours prêts à signer des pétitions et des appels à la lutte et ensuite à ne pas y participer, mais ce n'est pas le seul. Le parti de Carrillo en reste à des thèmes purement syndicaux, sauf en ce moment où il parle de l'amnistie. Il fait référence à l'oligarchie, mais de manière superficielle, sans jamais dire que le seul moyen d'en finir avec la crise, le chômage, etc..., c'est de détruire le pouvoir de cette oligarchie ; quant aux moyens, à la nécessité de la lutte armée, il n'en souffle mot... Tu veux que je te dise, ils maintiennent les gens endormis, c'est clair ! Ils attendent que le franquisme change tout seul...»

Certaines commissions, non seulement ont mené des actions contre ces crimes, mais discutent de problèmes ouvertement politiques ; par exemple, les révisionnistes se sont faits battre sur les propositions et la création de la Junte Démocratique. Au niveau des coordinations de commissions, le parti de Carrillo pèse de tout le poids de son appareil et de ses permanents, mais à la base, par exemple, dans certaines endroits de la chimie, de la métallurgie, ils sont minoritaires. La lutte est âpre sur ces questions entre eux et le courant révolutionnaire.»

—«Quelle est ta conception d'une commission ouvrière ? Noyau d'activistes, ou syndicat de masse ?»

—«Syndicat de masse, bien sûr, mais sous le fascisme, ce n'est pas facile. On repère les éléments les plus actifs, les plus combattifs dans la lutte, puis on les invite à des réunions à l'extérieur de l'usine pour discuter de l'élaboration de la tactique et des revendications. C'est pareil d'ailleurs pour le travail politique ; les ouvriers les plus avancés dans la lutte vont dans des cercles de lecture de journal. Un moyen commode pour faire du travail politique, c'est les excursions dans la «sierra» : là, on

arrive à être 3 ou 400...»

—«Quelles perspectives vois-tu pour la rentrée ?»

—«On est au même point qu'en octobre. La lutte va reprendre pour l'amélioration des conventions collectives et des salaires. Mais les Caisses de solidarité clandestines qui existent sur la zone sont presque vides. Il serait intéressant d'organiser la solidarité avec les travailleurs français, si, comme c'est probable, les luttes reprennent.»

Bateaux russes au large de l'Angola

Un destroyer porteur de missile et un bateau de débarquement de blindés soviétiques font route actuellement vers l'Angola. Un troisième navire, également transporteur de blindés, tanks et troupes, se trouve également au large du Congo, avec des troupes à bord. Non contente d'envoyer des armes en masse, et des troupes cubaines, l'URSS menace ainsi de faire intervenir sa propre marine dans le conflit angolais.

Cependant, dans la partie sud du pays, un avion sud-africain à bord duquel se trouvaient le général sud-africain Potgieter et trois autres personnes, a été abattu : ainsi se confirme également l'intervention massive des racistes sud-africains.

Enfin, le gouvernement français vient de faire une déclaration condamnant «l'intervention étrangère en Angola». A l'exclusion probablement des chars Panhard et autres équipements français utilisés par les colonnes sud-africaines fabriquées en France, sans parler des armes françaises expédiées en Angola par le canal du Zaïre.

Le 1^{er} ministre marocain à Paris : vers de nouvelles ventes d'armes ?

Le premier ministre marocain, Ahmed Osman, est en visite officielle à Paris jusqu'au 9 janvier. Les buts avoués officiellement en sont très vagues, comme d'habitude. Mais quand on sait que le matériel militaire saisi par les combattants du Front Polisario sur les soldats marocains est en grande partie d'origine française, que les rations alimentaires distribuées pendant la «marche verte» provenaient de France, que le 31 décembre, le Front Polisario annonçait avoir abattu un avion piloté par un français, que des conseillers militaires français accompagnent les envoyés marocains aux côtés du commandement marocain, le but de la visite devient on ne peut plus clair : obtenir une aide encore plus importante de l'impérialisme français. M. Osman ne cache d'ailleurs pas ses tractations. Dernièrement, il a déclaré : «La mission que j'ai effectuée à Paris pour exposer la thèse marocaine sur l'affaire du Sahara a été facile... j'ai trouvé des interlocuteurs sachant de quel côté était le bon droit». Au passage d'ailleurs, il n'hésite pas à rendre hommage aux anciens colonisateurs du Maroc : «La France, qui a exercé des responsabilités au Maroc avant l'indépendance, est mieux placée que quiconque pour connaître la réalité des choses dans l'affaire du Sahara Occidental et pour approuver la justesse de la position marocaine dans cette affaire».